

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS
	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		
	Six mois	Un an	Six mois	Un an	
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie nationale à Rufisque.	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f 31.000f.				La ligne 1.000 francs
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. - - 20.000f. 40.000f				Chaque annonce répétée... Moitié prix
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays 23.000f 46.000f				(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).
	Prix du numéro Année courante 600 f Année ant. 700f.				
	Par la poste : Majoration de 130 f par numéro				Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520790 630/81
	Journal légalisé 900 f - Par la poste -				

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

DECISION

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

2022

28 septembre Décision n° 5/C/2022 1209

PARTIE OFFICIELLE

DECISION

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

DECISION N° 5/C/2022

AFFAIRES N° 5/C/2022

DEMANDEUR :

Cour suprême en l'affaire Ministère public
contre Adama Bou LBEID et
Alameer Abdoul GHANI
(arrêt n° 27 du 19/05/2022)

SEANCE DU 28 septembre 2022

MATIERE CONSTITUTIONNELLE

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

Statuant en matière constitutionnelle conformément à l'article 92 de la Constitution et à l'article premier de la loi organique n° 2016-23 du 14 juillet 2016 relative au Conseil constitutionnel, a rendu la décision dont la teneur suit :

VU la Constitution ;

VU la loi organique n° 2016-23 du 14 juillet 2016 relative au Conseil constitutionnel, notamment en ses articles premier et 22 ;

VU la loi organique n° 2017-09 du 17 janvier 2017 abrogeant et remplaçant la loi organique n° 2008-35 du 08 août 2008 sur la Cour suprême, modifiée par la loi organique n° 2022-16 du 23 mai 2022 ;

VU la loi n° 2014-10 du 28 février 2014 portant Code des Douanes ;

VU l'arrêt n° 53 du 24 février 2022 rendu par la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Dakar ;

VU le pourvoi en cassation du 25 février 2022 de la SCP Demba Ciré BATHILY et associés, avocats à la Cour, représentant Adama Mohamed Mbareck Bou LBEID et Alameer Mubarak Abdul Jalil Abdul GHANI invoquant l'inconstitutionnalité de l'article 344 du Code des Douanes dans l'affaire les opposant au Ministère public ;

VU l'arrêt n° 27 du 19 mai 2022 rendu par la Chambre criminelle de la Cour suprême ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Le rapporteur ayant été entendu ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

1. Considérant que, par arrêt n° 27 du 19 mai 2022, la Chambre criminelle de la Cour suprême a cassé et annulé l'arrêt n° 53 du 24 février 2022 de la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Dakar, et saisi le Conseil constitutionnel de l'exception d'inconstitutionnalité dirigée contre l'article 344 du Code des Douanes qui avait été soulevée devant cette Cour d'appel ;

2. Considérant que, par lettre n° 0484/PG.CS/Greffé du 14 septembre 2022 reçue et enregistrée au greffe du Conseil constitutionnel le même jour sous le numéro 05/C/22, le Procureur général près la Cour suprême a transmis l'arrêt n° 53 et les autres pièces de la procédure ;

SUR LA COMPÉTENCE

3. Considérant qu'en application des articles 92 de la Constitution et premier de la loi organique n° 2016-23 du 14 juillet 2016 susvisée, le Conseil constitutionnel est compétent pour connaître des exceptions d'inconstitutionnalité soulevées devant la Cour d'appel ou la Cour suprême ;

SUR LA PROCÉDURE

4. Considérant que les inculpés Adama Mohamed Mbareck Bou LBEID et Alameer Mubarak Abdul Jalil Abdul GHANI, poursuivis des chefs d'association de malfaiteurs, de trafic international de drogue, de contrebande en bande organisée et de blanchiment de capitaux en bande organisée, ont interjeté appel des ordonnances de refus de mise en liberté provisoire rendues par le juge d'instruction du 3^{ème} cabinet du Tribunal de grande instance hors classe de Dakar ;

5. Considérant que devant la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Dakar, les inculpés ont soutenu l'inconstitutionnalité des dispositions de l'article 344 du Code des Douanes, en ce qu'elles violeraient « les dispositions des articles 6, 7 et 91 de la Constitution et 16 de la Déclaration de 1789 » et ont demandé à la juridiction d'appel, en application de l'article 22 de la loi organique n° 2016-23 précitée, de saisir le Conseil constitutionnel de l'exception d'inconstitutionnalité ainsi soulevée et de surseoir à statuer ;

6. Considérant que par arrêt n° 53 du 24 février 2022, la Chambre d'Accusation a rejeté l'exception d'inconstitutionnalité au motif que l'article 344 du Code des Douanes ne viole pas les dispositions constitutionnelles invoquées et a confirmé les ordonnances de refus de mise en liberté provisoire ;

7. Considérant que les inculpés se sont pourvus en cassation contre cet arrêt ;

8. Considérant que, statuant sur le pourvoi, la Chambre criminelle de la Cour suprême, par arrêt n° 27 du 19 mai 2022 a rendu la décision suivante : « casse et annule l'arrêt n° 53 de la chambre d'accusation ; saisit le Conseil constitutionnel de l'exception d'inconstitutionnalité de l'article 344 du Code des Douanes ; dit que la procédure d'appel contre les ordonnances entreprises va se poursuivre après la décision du Conseil constitutionnel (...) » ;

9. Considérant qu'aux termes de l'article 22 de la loi organique n° 2016-23 du 14 juillet 2016 : « Lorsque la solution d'un litige porté devant la Cour d'Appel ou la Cour suprême est subordonnée à l'appréciation de la conformité des dispositions d'une loi ou d'un traité international à la Constitution, la juridiction saisit obligatoirement le Conseil constitutionnel de l'exception d'inconstitutionnalité ainsi soulevée et sursoit à statuer jusqu'à ce que le Conseil constitutionnel se soit prononcé » ;

10. Considérant qu'il résulte de cette disposition que seule la juridiction saisie d'une exception d'inconstitutionnalité peut transmettre celle-ci au Conseil constitutionnel et ce, à condition que la solution du litige porté devant elle soit subordonnée à l'appréciation de la constitutionnalité d'une loi ou d'un traité ;

11. Considérant toutefois, qu'en l'espèce, l'exception d'inconstitutionnalité n'a pas été soulevée devant la Cour suprême, mais devant la Cour d'appel ;

12. Considérant, en outre, que le litige porté devant la Cour suprême avait pour objet la violation par la Chambre d'Accusation de l'article 22 de la loi organique relative au Conseil constitutionnel et que sa solution ne dépendait pas d'une appréciation préalable de la constitutionnalité de l'article 344 du Code des Douanes ;

13. Considérant, qu'à la suite de l'annulation de l'arrêt de la Chambre d'Accusation par la Cour suprême, il appartient à la Cour d'appel de renvoi de saisir obligatoirement le Conseil constitutionnel de l'exception d'inconstitutionnalité soulevée et de surseoir à statuer jusqu'à ce que le Conseil se soit prononcé ;

DECIDE :

Article premier. - La Chambre d'Accusation de la Cour d'appel de Dakar, saisie d'une exception d'inconstitutionnalité dirigée contre l'article 344 du Code des Douanes, a l'obligation de transmettre au Conseil constitutionnel l'exception ainsi soulevée et de surseoir à statuer jusqu'à ce que le Conseil constitutionnel se soit prononcé, conformément à l'article 22 de la loi organique relative au Conseil constitutionnel.

Art. 2. - En conséquence, est irrecevable la saisine du Conseil constitutionnel par la Cour suprême de l'exception d'inconstitutionnalité dirigée contre l'article 344 du Code des Douanes, soulevée devant la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Dakar.

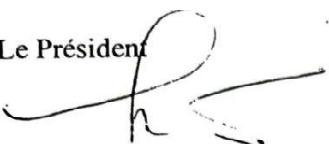
Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 28 septembre 2022 où siégeaient : M. Mamadou Badio CAMARA, Président, MM. Saïdou Nourou TALL, Mouhamadou DIAWARA, Abdoulaye SYLLA, Mme Aminata LY NDIAYE, M. Youssoupha Diaw MBODJ et Mme Awa DIÈYE ;

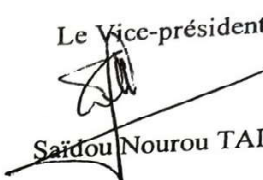
Avec l'assistance de Maître Ousmane BA, Greffier en chef.

En foi de quoi, la présente décision a été signée par le Président, les autres membres et le Greffier en chef.

Le Président


Mamadou Badio CAMARA

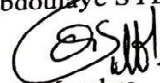
Le Vice-président


Saïdou Nourou TALL
Membre

Membre

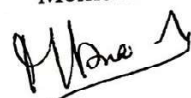

Mouhamadou DIAWARA

Abdoulaye SYLLA



Membre

Membre


Aminata LY NDIAYE


Youssoupha Diaw MBODJ

Membre


Awa DIÈYE

Le Greffier en chef

Me Ousmane BA

Pour Expédition Certifiée Conforme

Dakar, Le 28 2022

L'ADMINISTRATEUR DU JOURNAL OFFICIEL

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL



Me Ousmane BA

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 7520
